



CONTRIBUTION CONSULTATION ARCEP

Nous accueillons favorablement cette proposition de décision qui nous semble être de bon sens puisque, sans intervention de cette nature, il y a un risque non négligeable de défaillance de la messagerie principale du secteur et, par effet dominos, d'autres acteurs du réseau, avec pour principale conséquence une désorganisation durable du système de la distribution de la presse en France.

Cette proposition, qui intervient quelques semaines après la promulgation de la loi, interpelle fortement sur l'attitude d'éditeurs qui, reniant leurs engagements devant le tribunal de commerce, souhaitent profiter du contexte nouveau pour "renégocier les barèmes".

La nouvelle autorité devra donc se saisir rapidement de cette question des barèmes pour faire cesser ces pratiques de dumping tarifaire qui vont à l'encontre de la préservation du système collectif de distribution, outil indispensable pour assurer une diffusion garantissant le pluralisme des idées.

La durée de gel de tout transfert de titres proposée, six mois, nous semble trop courte dans un marché en recul et surtout en inadéquation avec le plan Presstalis validé par le tribunal de commerce de Paris. Nous voyons au travers cette proposition une confirmation de notre analyse sur la nécessité de stopper la concurrence mortifère entre les deux messageries de distribution. Dans cette même logique, il convient pour demain de reconsidérer la possibilité d'ouverture que permet la Loi Riester à de nouveaux acteurs.

De ce point de vue, le futur cahier des charges peut s'avérer utile pour encadrer les règles du secteur.

Paris, le 4 décembre 2019